

La délégation polynésienne reçue à partir de lundi à Paris par M.L. Penchard

le 5 septembre 2010 à 08:37 | source: Tahitipresse | Un commentaire

La ministre de l'Outre-mer recevra les élus nationaux polynésiens et les responsables des formations politiques représentées à l'Assemblée de la Polynésie française, à l'exception d'Oscar Temaru (UPLD), qui a décliné son invitation. Elle examinera avec eux plusieurs pistes de modification du mode de scrutin et de réduction du nombre d'élus à l'assemblée territoriale, sur la base du rapport Barthélémy.

En recevant, lundi matin, le président Gaston Tong Sang, la ministre entamera une série d'entretiens en s'appuyant notamment sur le rapport du conseiller d'Etat Jacques Barthélémy, qui a conduit à sa demande - fin mai à Papeete - une mission sur la réforme du mode de scrutin et la stabilisation nécessaire des institutions polynésiennes.

Mardi, elle recevra le député-maire Michel Buillard, le député-maire Bruno Sandras, et le sénateur Gaston Flosse. Jeudi, elle recevra les responsables du Tahoeraa Huiraa et ceux de Rautahi-la Ora Te Fenua. Vendredi, elle aura un entretien avec le sénateur Richard Tuheiava et rencontrera une nouvelle fois le président de la Polynésie française.

D'après le ministère de l'Outre-mer, trois principes ont été retenus : faire en sorte que les institutions soient stables, en réinstaurant si nécessaire une prime majoritaire, représenter correctement les archipels éloignés de Tahiti, où vivent seulement 25% des 270.000 Polynésiens et assurer une parité hommes/femmes.

Durant la semaine, du 6 au 10 septembre, Gaston Tong Sang rencontrera aussi le secrétaire d'Etat chargé des Transports, Dominique Bussereau, et Christine Lagarde, ministre de l'Economie. Steeve Hamblin, le ministre polynésien du Tourisme, sera aussi du voyage à Paris, notamment pour rencontrer Dominique Bussereau.

En l'absence du président de la Polynésie française et du vice-président Edouard Fritch, c'est le ministre de la Reconversion économique, Teva Rohfritsch, qui assurera l'intérim à la tête du Pays.